



## Emploi des femmes : une crise peut en cacher une autre

2 mars 2010

**A**u début de la récession, le chômage des femmes s'est accru moins vite que le chômage des hommes. Plusieurs explications étaient possibles : un simple décalage dans le temps, qui serait comblé dans la durée. Ou bien l'effet d'une orientation sectorielle différenciée de l'emploi des hommes et des femmes, les premiers étant principalement occupés dans l'industrie, soumise aux licenciements les plus massifs, tandis que les secondes travaillent surtout dans les services, moins touchés par la crise. Ou bien encore un ajustement par le sous-emploi, en particulier le développement du temps partiel (voir : ["Femmes au bord de la crise économique"](#)).

Avec plus d'un an de recul, que peut-on diagnostiquer aujourd'hui et quelles ont été les évolutions récentes ? Les écarts se sont réduits mais demeurent. Le chômage des femmes a commencé à croître au début de 2009, alors que celui des hommes s'est accru dès la mi-2008 (demandeurs d'emploi de catégorie A, qui sont sans emploi). Sa croissance reste cependant moins marquée que celle des hommes sur l'ensemble de la période : comparés à leurs points bas, le chômage des femmes a augmenté de 19.7 %, celui des hommes de 42.6 %. Les hommes chômeurs sont désormais plus nombreux que les femmes chômeuses, et ce depuis novembre 2008. C'est une nouveauté ! Au cours du second semestre 2009, les tendances se sont cependant harmonisées et même inversées (+ 3.8 % pour les femmes et + 3.2 % pour les hommes). Ainsi, c'est dans la période mi-2008 à mi-2009 que la différenciation s'est faite. Les écarts d'évolution concernent toutes les tranches d'âge, mais ils sont les plus grands pour les jeunes de moins de 25 ans<sup>[1]</sup>.

**Tableau 1 – Evolution des demandes d'emploi- Catégorie A\***

En %, CVS

	En 1 an décembre 2009/ décembre 2008	décembre 2009/ point bas**	En 6 mois décembre 2009/ juin 2009
<b>Hommes</b>	<b>23.1</b>	<b>42.6</b> (02.2008)	<b>3.2</b>
- de 25 ans	20.6	56.5 (12.2007)	-3.0
25-49 ans	22.1	39.9 (02.2008)	3.3
50 ans et +	30.1	42.6 (03.2008)	9.8
<b>Femmes</b>	<b>13.6</b>	<b>19.7</b> (06.2008)	<b>3.8</b>
- de 25 ans	13.6	27.9 (12.2007)	1.7
25-49 ans	11.9	17.5 (06.2008)	3.3
50 ans et +	20.9	25.5 (06.2008)	8.0

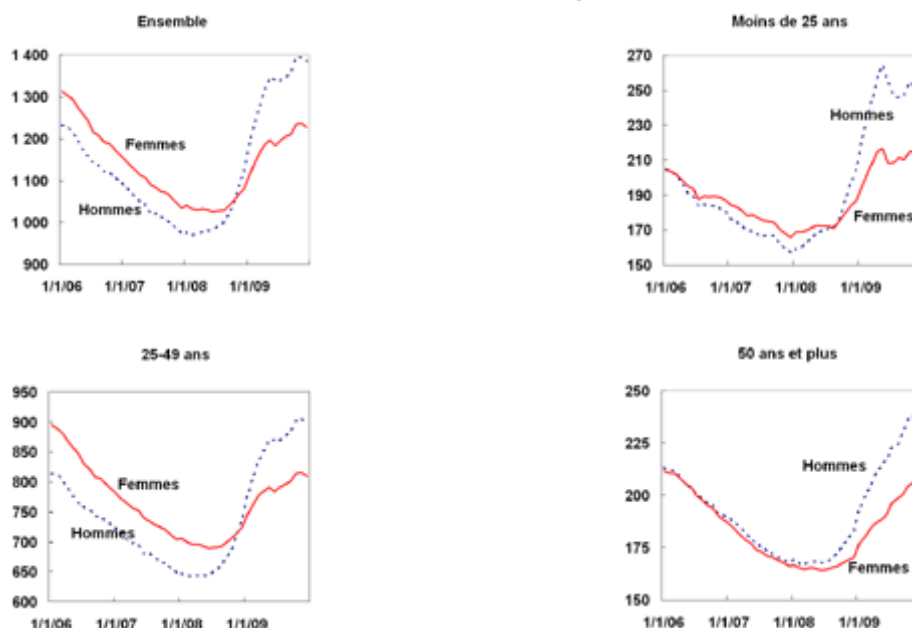
\* demandeurs d'emploi sans emploi

\*\* la date du point bas est entre parenthèses

Source : Pôle emploi.

[1] Les taux de chômage au sens du BIT n'étant disponibles que jusqu'au troisième trimestre 2009, ce sont les statistiques du nombre de chômeurs-euses inscrits-tes à Pôle Emploi qui ont été privilégiées dans cette analyse, car elles sont disponibles jusqu'en décembre 2009. Notons toutefois que si les évolutions sont semblables, le taux de chômage des femmes au sens du BIT reste, en niveau, supérieur à celui des hommes, à l'inverse des demandes d'emploi de catégorie A.

## Demandes d'emploi - Catégorie A\*



\* Demandeurs d'emploi sans emploi, cvs, en milliers  
Source : Pôle emploi

Le sous-emploi des femmes apparaît lorsque l'on observe la situation des personnes inscrites au chômage mais qui ont une activité réduite (les catégories B et C des demandeurs d'emploi). Là, les femmes restent nettement plus nombreuses que les hommes, dans toutes les tranches d'âge. La remontée, pour les hommes et les femmes, n'est pas décalée dans le temps, comme c'est le cas pour les chômeurs sans emploi (la catégorie A). L'envolée est certes plus grande pour les hommes que pour les femmes, mais les écarts sont moindres. Tout se passe comme si la récession avait d'abord conduit à des licenciements massifs, concernant tout particulièrement les hommes dans l'industrie. Ceux-ci ont été ensuite contraints d'accepter des emplois à temps réduit, faute de mieux. Les femmes, moins pénalisées par les licenciements des grands secteurs industriels parce qu'elles sont davantage salariées des services, ont été confrontées, à partir du début de 2009, en même temps à des pertes d'emploi et à des offres d'emploi à temps réduit. Et pour les hommes comme pour les femmes, il n'y a aucun signe de ralentissement récent du nombre de chômeurs-euses en activité réduite, contrairement à ce que l'on observe pour les chômeurs-euses sans emploi. Sauf pour les plus jeunes d'entre eux et elles. Pour la tranche d'âge la plus active, les 25-49 ans, il y a même une accélération.

**Tableau 2 - Evolution des demandes d'emploi -  
Catégories B et C\***

En %, CVS

	En 1 an décembre 2009/ décembre 2008	décembre 2009/ point bas**	En 6 mois décembre 2009/ juin 2009
<b>Hommes</b>	<b>23.1</b>	<b>25.2</b> (02.2009)	<b>11.4</b>
- de 25 ans	36.6	36.6 (12.2008)	8.3
25-49 ans	21.9	25.4 (02.2009)	12.7
50 ans et +	15.8	20.9 (01.2009)	9.0
<b>Femmes</b>	<b>13.5</b>	<b>14.8</b> (01.2009)	<b>7.4</b>
- de 25 ans	18.9	18.9 (12.2008)	2.8
25-49 ans	12.3	14.1 (02.2009)	8.2
50 ans et +	14.3	16.6 (01.2009)	8.3

\* demandeurs d'emploi en activité réduite

\*\* la date du point bas est entre parenthèses

Source : Pôle emploi.

L'emploi a continué de se dégrader en 2009 : en un an, le recul a atteint - 2.5 % au total (secteurs marchands), dont - 5.6 % dans l'industrie, - 3.6 % dans le bâtiment et - 1.4 % dans le tertiaire. Hors intérim (utilisé principalement dans l'industrie et la construction), la baisse du tertiaire serait de - 1.3 %. Elle s'est amplifiée avec la crise. Ainsi, le tertiaire hors intérim a d'abord connu un ralentissement de sa croissance en 2008, puis un repli tout au long de 2009.

En un an, 143 200 emplois ont été détruits dans ce secteur (sur un total de 412 000 dans l'ensemble de l'économie marchande). Comme on pouvait s'y attendre, ce secteur subit aussi les effets de la récession, même si ces effets sont décalés et de moindre ampleur que ceux qui se manifestent dans l'industrie. La reprise commentée de l'emploi tertiaire en fin d'année est en réalité due à celle de l'intérim.

Les services à la personne ont aussi été atteints par la crise. Déjà en 2008, la progression du nombre de particuliers employeurs de salariés à domicile a considérablement fléchi (+ 1.9 %, après quinze ans de croissance régulière, en moyenne de 8 %). Ce freinage venait de l'emploi à domicile hors garde d'enfants qui a, lui, continué de progresser. A ce fléchissement du nombre d'employeurs, s'est ajoutée une baisse des heures déclarées. Ce ralentissement s'est aussi manifesté pour les prestataires de services à la personne, tant en nombre d'emplois qu'en nombre d'heures offertes. On ne dispose que de peu de données pour 2009. Mais les premières indications semblent confirmer un ralentissement supplémentaire. Ce n'est pas surprenant : lorsque le pouvoir d'achat des ménages est atteint, ils rognent sur les dépenses d'assistance et d'aide à la famille.

Le taux d'emploi des femmes a cessé de progresser. Le taux d'emploi à temps partiel s'est accru depuis le début de 2009 et le taux d'emploi à temps complet a marqué le pas. Si bien que le taux d'emploi en équivalent temps plein, qui s'était quelque peu redressé en 2006 et 2007, s'est stabilisé puis a même reculé au troisième trimestre 2009. Pour les hommes aussi le taux d'emploi à temps complet a reculé. Mais ceux-ci restent très peu nombreux à être à temps partiel. Le taux de sous-emploi des femmes, tel que calculé par l'INSEE, a constamment augmenté depuis le début de 2008 ; il est très supérieur à celui des hommes ; et pourtant, il est sous-estimé...

Le tableau de la situation n'est donc pas brillant. L'emploi des femmes a d'abord mieux résisté à la crise que celui des hommes. Puis une harmonisation s'est faite progressivement. La récession continue de peser sur le nombre d'emplois des hommes, essentiellement les jeunes, mais aussi, de plus en plus, les adultes. Pour les femmes, le ralentissement du nombre d'emplois s'accompagne aussi et surtout par un ajustement de la durée du travail. Ce développement du sous-emploi est lourd de conséquences car il accroît à la fois le chômage et la précarité. Celle-ci se manifeste sous deux formes : la précarité au sens classique, faite d'instabilité de l'emploi, quand les embauches se font majoritairement en CDD (pour les femmes encore plus que pour les hommes) et que les parcours alternent emploi et chômage. Mais elle se manifeste aussi, et de plus en plus, par un sous-emploi durable, fait de temps partiel imposé et accepté faute de mieux, d'emplois non qualifiés qui se développent dans les services. Les femmes sont surreprésentées dans ce sous-emploi durable, à temps partiel et non qualifié, donc porteur de bas salaires (voir : [Rapport sur la précarité des femmes](#)).

La dégradation liée à la crise prend d'autres formes pour les femmes que pour les hommes. Mais elle renforce la précarité et les inégalités. De plus en plus de femmes voudraient travailler davantage. Quand un salaire horaire au SMIC (ou à peine plus) et à temps partiel ne permet déjà pas de joindre les deux bouts, toute réduction des horaires fait basculer vers la pauvreté (voir l'enquête du Secours catholique : "[La pauvreté au féminin](#)").

On n'entrevoit guère d'amélioration à court terme. Les intentions d'embauche des entreprises remontent fin 2009, mais sont très inférieures à leur niveau du début de 2008. Et cette hausse est principalement due à celle des intentions d'embauche en CDD. Pire, la croissance des intentions d'embauche en CDD de moins d'un mois s'accélère, tout particulièrement dans les petites entreprises. Au quatrième trimestre 2009, sur 100 intentions d'embauches déclarées, 63 l'étaient sous la forme de CDD de moins d'un mois, 22 de CDD de plus d'un mois et 15 de CDI, quelle que soit la taille des entreprises. Quand on sait la structure des emplois et la ségrégation du marché du travail entre les hommes et les femmes (en particulier dans la répartition CDD/CDI), nul doute que celles-ci vont en faire les frais.

La timide reprise du PIB ne se traduit pas encore par celle de l'emploi, du fait des décalages habituels. D'autant que la croissance est fragile et donc plus pauvre en emplois. La hausse du chômage va donc durer. Le développement du chômage de longue durée lié à la crise accentuera la pauvreté. Même si le nombre de chômeuses de plus d'un an est un peu plus faible que celui des chômeurs (car les femmes acceptent plus souvent des petits boulots), la dégradation de 2009 va peser, tout particulièrement en fin de droits. Au développement de la pauvreté dans l'emploi s'ajoutera celle du chômage long.

La précarité et la pauvreté des femmes ont encore de mauvais jours devant elles. Depuis le temps que l'on pouvait les anticiper... Depuis le temps que des « mesures fortes » étaient censées s'y attaquer...

**Françoise Milewski**